

Voor de steun medegefinancierd overeenkomstig artikel 35 van Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden, wordt de bijstand geweigerd of volledig ingetrokken in geval van ernstige niet-conformiteit of wanneer vast komt te staan dat de landbouwer valse informatie heeft verstrekt om bijstand te ontvangen, of verzuimd heeft de nodige informatie te verstrekken. Overigens wordt de begunstigde voor het kalenderjaar van de bevinding en het daaropvolgende kalenderjaar uit een gelijke maatregel of een gelijk soort verrichtingen uitgesloten.

De Minister bepaalt de berekeningswijze van de vermindering.

Art. 15. De invordering van de toelagen wordt overeenkomstig de artikelen D.258 tot D.260 van het Wetboek uitgevoerd.

Overeenkomstig artikel D.17 van het Wetboek beschikt het vormingscentrum over 45 werkdagen om een beroep bij de administratie in te dienen voor de subsidies die volledig ten laste zijn van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 16. Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 1, 3 tot 10, 12, 13 en 21 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 17. Voor het jaar 2016 en in afwijking van artikel 4, § 2, eerste lid, 3°, wordt er, na afloop van de evaluatie, een rangschikking opgemaakt door de administratie en de lijst van de in aanmerking komende projecten wordt door de Minister gesteund.

Art. 18. Voor het jaar 2016 kan de Minister kortere termijnen voorzien voor de indiening en de behandeling van de projectenoproepen.

Art. 19. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 juli 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204261]

21 JUILLET 2016. — Arrêté ministériel portant application de l'arrêté portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation permanente au sens des articles D.99, § 2, 2° et D.104, alinéa 1^{er}, 1°, du Code wallon de l'Agriculture dans les secteurs agricole et sylvicole

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement n° 702/2014 (UE) de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.103, D.104, D.105, D.107, D.108, D.113, D.114, D.241, D.242 et D.243;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation permanente au sens des articles D.99, § 2, 2° et D.104, alinéa 1^{er}, 1°, du Code wallon de l'Agriculture dans les secteurs agricole et sylvicole, les articles 3, 4, 5, 10 et 19;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 avril 2016;

Vu le rapport du 18 mars 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 14 avril 2016;
Vu l'avis du Conseil d'Etat 59.593/4, donné le 5 juillet 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;
Considérant l'avis de la Commission de la formation agricole n° 8, donné le 17 mai 2016,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Les dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation permanente au sens des articles D.99, § 2, 2^o et D.104, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code wallon de l'Agriculture dans les secteurs agricole et sylvicole.

CHAPITRE II. — *L'organisation des activités de formation*

Art. 3. En application de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, les activités de formation couvrent des thématiques dans les domaines prioritaires suivants :

1^o perfectionnement en gestion d'exploitation en ce compris par la connaissance de la législation et technologies agricoles la valorisation des productions agricoles, ainsi qu'en sylviculture, exploitation forestière et transformation du bois;

2^o gestion durable des exploitations agricoles ou de la forêt;

3^o amélioration des performances environnementales dans les secteurs agricole ou sylvicole;

4^o valorisation énergétique de la biomasse agricole ou sylvicole.

Les thèmes sont définis annuellement plus précisément dans l'appel à projets.

Art. 4. En application de l'article 3, § 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, les activités de formation ont une durée minimale de deux heures par jour.

Art. 5. En application de l'article 3, § 3, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, les activités de formation sont organisées pour un minimum de six participants.

En cas de participants insuffisants, le ministre peut, sur demande dûment motivée introduite par le centre de formation, déroger aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE III. — *La sélection des projets*

Art. 6. § 1^{er}. Le formateur démontre :

1^o une expérience en matière de formation et communication ou dans le cas contraire, s'engage à suivre une formation en la matière dans l'année qui suit l'entrée en fonction en tant que formateur;

2^o les compétences techniques en lien avec l'objet de l'activité de formation, soit par la détention d'un titre ou d'un certificat reconnu par les autorités compétentes dans ces matières soit par le vécu d'une expérience probante d'une durée minimale de trois ans;

3^o une connaissance actualisée des sujets en lien avec l'objet de l'activité de formation ou dans le cas contraire, suit une formation dans l'année qui suit le début des activités de formation et prévoit que la mission est assurée via sous-traitance.

L'expérience probante est démontrée par toute voie de droit et conformément aux documents sollicités dans l'appel à projets.

Art. 7. § 1^{er}. Lorsque l'appel à projets est lancé conformément à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, les dossiers sont introduits dans le délai prévu dans l'appel à projets.

L'administration transmet le classement des projets sélectionnés au ministre au plus tard dans les deux mois après la clôture de l'appel à projets.

§ 2. Lorsque le projet est cofinancé sur la base du programme wallon de développement rural :

1^o le dossier est introduit à l'aide d'un formulaire électronique via la base de données FEADER;

2^o l'accusé de réception est généré électroniquement et automatiquement dès la soumission du dossier;

3^o le dossier est complet et accompagné de l'attestation de validation sous peine de nullité.

§ 3. Lorsque le financement du projet est entièrement à charge du budget de la Région wallonne :

1^o les dossiers introduits dans le cadre d'un appel à projets sont envoyés à l'administration, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, et comprennent l'ensemble des documents permettant de vérifier le respect des conditions d'éligibilité;

2^o si le dossier n'est pas complet, l'administration transmet un envoi au requérant, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, l'invitant à compléter le dossier dans les quinze jours de la réception de l'envoi par le requérant.

Concernant le 1^o, ils font l'objet d'un accusé de réception dans les dix jours ouvrables de leur dépôt. L'accusé de réception indique :

a) la date de la réception de la demande;

b) la recevabilité de la demande ou non;

c) le délai dans lequel la décision intervient.

Concernant le 2^o, le délai de quinze jours peut être prolongé sur demande motivée du requérant. Passé le délai et si le dossier n'est pas complet, le dossier est déclaré irrecevable par l'administration qui en avise le requérant.

§ 4. Lorsque le dossier demande des précisions complémentaires au regard des critères de sélection de l'appel à projets, l'administration prend contact, le cas échéant, dans un délai de quinze jours, avec le centre de formation.

Art. 8. Lors du dépôt d'un dossier, dans le cadre de vérification des conditions d'éligibilité, sont transmises, à l'organisme payeur ou à son délégué pour les projets cofinancés, à l'administration pour les projets non cofinancés, les informations suivantes :

1° l'identification du centre de formation;

2° la description des moyens matériels, humains et financiers du centre de formation, en ce compris :

a) une description des moyens techniques et logistiques ainsi que de l'équipement didactique pour l'organisation des activités du centre de formation;

b) la liste du personnel, en termes d'encadrement et de coordination des activités;

c) un budget prévisionnel des activités proposées;

3° la description des activités de formation envisagées, en ce compris :

a) la zone de couverture géographique;

b) le programme des activités de formation;

c) les indicateurs de suivi et de résultat.

Sont jointes aux informations visées à l'alinéa 1^{er}, les informations suivantes permettant de vérifier les conditions relatives à l'engagement de formateur :

1° le titre, le certificat ou diplôme requis visés à l'article 6, aliéna 1^{er}, 1° à 3°, le cas échéant, la preuve d'une expérience professionnelle, ou une déclaration sur l'honneur par laquelle il s'engage à suivre une formation dans le domaine requis, en ce compris l'intitulé de la formation;

2° une déclaration sur l'honneur portant soit sur la connaissance actualisée des sujets en lien avec l'objet de l'activité de formation soit sur l'engagement à suivre des formations, en ce compris l'intitulé des formations.

CHAPITRE IV. — *Le paiement des subventions*

Art. 9. Dans les deux mois qui suivent la fin de chaque semestre, le centre de formation transmet à l'administration une déclaration de créance par tout moyen conférant date certaine à l'envoi conformément aux articles D.15 et D. 16 du Code, portant sur l'ensemble des activités de formation organisées au cours du semestre concerné. Le centre de formation envoie à l'administration sa déclaration de créance en double exemplaires originaux, accompagnée des pièces justificatives y relatives.

Les subventions accordées aux centres de formation sont acquises après réception des pièces justificatives transmises par le centre et validées par l'administration au regard des dépenses éligibles. Lorsque le dossier est incomplet ou afin de lui permettre d'assurer le bon accomplissement de ses missions, l'administration peut réclamer au centre de formation tout document ou toute pièce justificative qu'elle estime nécessaire dans un délai de trois mois.

CHAPITRE V. — *Les dispositions finales*

Art. 10. Le présent arrêté garantit le respect des dispositions des articles 1^{er}, 3 à 10, 12, 13 et 21 du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Art. 11. Pour l'année civile 2017, l'administration transmet le classement des projets sélectionnés au ministre dans les formes prévues à l'article 7 dans un délai d'un mois qui suit la clôture de l'appel à projets.

Namur, le 21 juillet 2016.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/204261]

21. JULI 2016 — Ministerialerlass zur Durchführung des Erlasses vom 21. Juli 2016 der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Weiterbildungsaktivitäten im Sinne der Artikel D.99 § 2 Ziffer 2 und D.104 Absatz 1 Ziffer 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft im land- und forstwirtschaftlichen Bereich

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.103, D.104, D.105, D.107, D.108, D.113, D.114, D.241, D.242 und D.243;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Weiterbildungsaktivitäten im Sinne der Artikel D.99 § 2 Ziffer 2 und D.104 Absatz 1 Ziffer 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft im land- und forstwirtschaftlichen Bereich, Artikel 3, 4, 5, 10 und 19;

Aufgrund des am 11. April 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. April 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 18. März 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 14. April 2016;

Aufgrund des am 5. Juli 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 59.593/4;

In Erwägung des am 17. Mai 2016 abgegebenen Gutachtens Nr. 8 der Kommission für die Berufsbildung in der Landwirtschaft,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass regelt kraft Artikel 127 der Verfassung eine in Artikel 138 der Letzteren erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Weiterbildungsaktivitäten im Sinne der Artikel D.99 § 2 Ziffer 2 und D.104 Absatz 1 Ziffer 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft im land- und forstwirtschaftlichen Bereich.

KAPITEL II — *Organisation der Ausbildungsaktivitäten*

Art. 3 - In Anwendung von Artikel 3 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 decken die Ausbildungsaktivitäten Themen in den folgenden vorrangigen Bereichen:

1° Weiterbildung in Betriebsführung einschließlich durch die Kenntnis der Gesetzgebung, die landwirtschaftliche Technologie, die Aufwertung von Agrarerzeugnissen, sowie in den Bereichen Forstwirtschaft, Waldbewirtschaftung und Holzverarbeitung;

2° nachhaltige Bewirtschaftung der landwirtschaftlichen Betriebe oder nachhaltige Waldbewirtschaftung;

3° Verbesserung der Umweltleistung im land- bzw. forstwirtschaftlichen Bereich;

4° energetische Verwertung der landwirtschaftlichen bzw. forstwirtschaftlichen Biomasse.

Die Themen werden jedes Jahr im Projektauftrag genauer bestimmt.

Art. 4 - In Anwendung von Artikel 3 § 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 haben die Ausbildungsaktivitäten eine Mindestdauer von zwei Stunden pro Tag.

Art. 5 - In Anwendung von Artikel 3 § 3 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 werden die Ausbildungsaktivitäten für eine Mindestanzahl von sechs Teilnehmern organisiert.

Im Falle von einer unzureichenden Anzahl Teilnehmer kann der Minister auf einen ordnungsgemäß begründeten, vom Ausbildungszentrum eingereichten Antrag, von den Bedingungen nach Absatz 1 abweichen.

KAPITEL III — *Auswahl der Projekte*

Art. 6 - § 1 - Der Ausbilder weist Folgendes nach:

1° eine Erfahrung im Bereich der Ausbildung und der Kommunikation; falls er diese Erfahrung nicht nachweisen kann, verpflichtet er sich, im Laufe des Jahres nach seinem Arbeitsantritt als Ausbilder eine Ausbildung in diesem Bereich zu absolvieren;

2° die technischen Fähigkeiten in Verbindung mit dem Gegenstand der Ausbildungsaktivität, entweder durch den Besitz eines von den in diesem Bereich zuständigen Behörden anerkannten Titels oder Zeugnisses, oder durch eine nachgewiesene Erfahrung von wenigstens drei Jahren;

3° aktuelle Kenntnisse in den Themenbereichen, die im Zusammenhang mit dem Gegenstand der Ausbildungsaktivität stehen; wenn er nicht über diese Kenntnisse verfügt, absolviert er im Laufe des Jahres nach dem Beginn der Ausbildungsaktivitäten eine Ausbildung in diesem Bereich, wobei er dafür sorgt, dass die Leistung durch Unterauftragnehmer erbracht wird.

Die nachgewiesene Erfahrung wird durch jegliches Rechtsmittel belegt und zwar gemäß den im Projektauftrag verlangten Dokumenten.

Art. 7 - § 1 - Wenn der Projektauftrag gemäß Artikel 4 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 eingeleitet wird, werden die Akten innerhalb der im Projektauftrag vorgesehenen Frist eingeleitet.

Die Verwaltung teilt dem Minister die Einstufung der ausgewählten Projekte spätestens innerhalb von zwei Monaten ab dem Abschluss des Projektauftrags mit.

§ 2 - Wenn das Projekt auf der Grundlage des Wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung mitfinanziert wird:

1° wird die Akte mittels eines elektronischen Formulars über die ELER-Datenbank eingereicht;

2° wird die Empfangsbescheinigung sofort nach der Einreichung der Akte auf elektronische Weise automatisch erstellt;

3° muss die Akte unter Gefahr der Nichtigkeit vollständig sein und die Validierungsbescheinigung umfassen.

§ 3 - Wenn die Finanzierung des Projekts vollständig zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region ist,

1° werden die im Rahmen eines Projektauftrags eingereichten Akten der Verwaltung durch jedes Mittel übermittelt, das der Einsendung ein sicheres Datum im Sinne der Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches verleiht; sie umfassen alle Dokumente, anhand deren die Einhaltung der Zulässigkeitskriterien geprüft werden kann;

2° ist die Akte unvollständig, schickt die Verwaltung dem Antragsteller ein Schreiben zu, durch jedes Mittel mit, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches dem Schreiben ein sicheres Datum verleiht, durch das sie ihn auffordert, die Akte binnen fünfzehn Tagen ab dem Empfang des Schreibens durch den Antragsteller zu vervollständigen.

Was Ziffer 1 betrifft, sind die Unterlagen innerhalb von zehn Tagen nach ihrem Einreichen Gegenstand einer Empfangsbestätigung. Die Empfangsbestätigung enthält folgende Angaben:

- a) das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;
- b) ob der Antrag zulässig ist oder nicht;
- c) die Frist, innerhalb welcher der Beschluss gefasst wird.

Was Ziffer 2 betrifft, kann diese Frist von fünfzehn Tagen auf begründete Anfrage des Antragstellers verlängert werden. Ist die Akte nach Ablauf dieser Frist nicht vollständig, wird sie von der Verwaltung als unzulässig erklärt. Die Verwaltung teilt dies dem Antragsteller mit.

§ 4 - Wenn zur Ergänzung der Akte weitere Auskünfte hinsichtlich der Auswahlkriterien des Projektaufrufs nötig sind, nimmt die Verwaltung gegebenenfalls innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen mit dem Ausbildungszentrum Kontakt auf.

Art. 8 - Bei der Einreichung einer Akte werden im Rahmen der Prüfung der Zulässigkeitsbedingungen der Zahlstelle oder ihrem Vertreter für die mitfinanzierten Projekte, oder der Verwaltung für die nicht mitfinanzierten Projekte folgende Auskünfte mitgeteilt:

- 1° die Identifizierungsdaten des Ausbildungszentrums;
- 2° die Beschreibung der materiellen, menschlichen und finanziellen Mittel des Ausbildungszentrums einschließlich:
 - a) einer Beschreibung der technischen und logistischen Mittel sowie des Lehrmaterials für die Organisation der Aktivitäten des Ausbildungszentrums;
 - b) der Liste des Personals, einschließlich auf dem Gebiet der Betreuung und der Koordinierung der Aktivitäten;
 - c) eines Haushaltsvoranschlags für die vorgeschlagenen Aktivitäten;
- 3° die Beschreibung der geplanten Ausbildungsaktivitäten, einschließlich:
 - a) des geographischen Geltungsbereichs;
 - b) des Programms der Ausbildungsaktivitäten;
 - c) der Begleit- und Ergebnisindikatoren.

Den in Absatz 1 genannten Auskünften werden die folgenden Unterlagen beigefügt, die ermöglichen, die Bedingungen bezüglich der Einstellung des Ausbilders zu prüfen:

1° der verlangte Titel, das verlangte Zeugnis oder das verlangte Diplom nach Artikel 6 Absatz 1 Ziffer 1 bis 3 und gegebenenfalls der Beweis einer Berufserfahrung oder eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die er sich verpflichtet, eine Ausbildung in dem verlangten Bereich zu absolvieren, einschließlich des Titels der Ausbildung;

2° eine Erklärung auf Ehrenwort betreffend entweder seine aktuellen Kenntnisse in den Themenbereichen, die im Zusammenhang mit dem Gegenstand der Ausbildungsaktivität stehen, oder betreffend die Verpflichtung, Ausbildungen zu absolvieren, einschließlich des Titels der Ausbildungen.

KAPITEL IV — *Zahlung der Zuschüsse*

Art. 9 - Innerhalb von zwei Monaten nach Ablauf jedes Semesters übermittelt das Ausbildungszentrum der Verwaltung durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, eine Forderungsanmeldung für die gesamten im Laufe des betreffenden Semesters organisierten Ausbildungsaktivitäten. Das Ausbildungszentrum übermittelt der Verwaltung seine Forderungsanmeldung in zweifacher Original-Ausführung gemeinsam mit den diesbezüglichen Belegen.

Die den Ausbildungszentren gewährten Zuschüsse gelten als erworben, nachdem die durch das Zentrum übermittelten Belege von der Verwaltung empfangen und in Bezugnahme auf die zulässigen Ausgaben validiert worden sind. Ist die Akte unvollständig, oder um die ordnungsgemäße Erfüllung ihrer Aufgaben zu ermöglichen, kann die Verwaltung binnen einer Frist von 3 Monaten von dem Ausbildungszentrum für jegliches Dokument oder jeglichen Beleg verlangen, das bzw. den sie für notwendig erachtet.

KAPITEK V — *Schlussbestimmungen*

Art. 10 - Der vorliegende Erlass gewährleistet die Beachtung der Bestimmungen von Artikel 1, 3 bis 10, 12, 13 und 21 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

Art. 11 - Für das Kalenderjahr 2017 übermittelt die Verwaltung dem Minister die Rangfolge der berücksichtigten Projekte nach den in Artikel 7 vorgesehenen Formvorschriften innerhalb einer Frist von einem Monat nach dem Abschluss des Projektaufrufs.

Namur, den 21. Juli 2016

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/204261]

21 JULI 2016. — Ministerieel besluit houdende toepassing van het besluit tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de activiteiten van vaste vorming in de zin van de artikelen D.99, § 2, 2° en D.104, eerste lid, 1°, van het Waalse Landbouwwetboek in de landbouw- en bosbouwsector

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.103, D.104, D.105, D.107, D.108, D.113, D.114, D.241, D.242 en D.243; Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016 tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse landbouwwetboek betreffende de activiteiten van vaste vorming in de zin van de artikelen D.99, § 2, 2° en D.104, eerste lid, 1°, van het Waalse Landbouwwetboek in de landbouw- en bosbouwsector, de artikelen 3, 4, 5, 10 en 19;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 april 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 april 2016;

Gelet op het rapport van 18 maart 2016, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 14 april 2016;

Gelet op advies nr. 59.593/4 van de Raad van State, gegeven op 5 juli 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission formation agricole" (Commissie landbouwopleiding) nr 8, gegeven op 17 mei 2016,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 127 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 138 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016 : het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016 tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse landbouwwetboek betreffende de activiteiten van vaste vorming in de zin van de artikelen D.99, § 2, 2° en D.104, eerste lid, 1°, van het Waalse Landbouwwetboek in de landbouw- en bosbouwsector.

HOOFDSTUK II. — *De organisatie van de vormingsactiviteiten*

Art. 3. Overeenkomstig artikel 3, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016, dekken de vormingsactiviteiten thema's in de volgende prioritaire gebieden :

1° bijscholing in bedrijfsbeheer met inbegrip van de kennis van de wetgeving en landbouwtechnologieën, de valorisatie van de landbouwproducten, alsook in de bosbouw, bosbouwexploitatie en houtverwerking;

2° duurzaam beheer van de landbouwbedrijven of van het bos;

3° verbetering van de milieuprestaties in de landbouw- en bosbouwsector;

4° energetische valorisatie van de landbouw- of bosbouwbiomassa.

De thema's worden jaarlijks bepaald, met name in de oproep tot projecten.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 3, § 3, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016, hebben de vormingsactiviteiten een minimale duur van twee uur per dag.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 3, § 3, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016, worden de vormingsactiviteiten georganiseerd voor minimum zes deelnemers.

In geval van onvoldoende deelnemers kan de Minister, op behoorlijk met redenen omkleed verzoek van het vormingscentrum, afwijken van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden.

HOOFDSTUK III. — *De selectie van de projecten*

Art. 6. § 1^{er}. De vormingswerker bewijst het volgende :

1° een ervaring inzake opleiding en communicatie of in het tegenovergestelde geval de verbintenis aangaan om een vorming ter zake te volgen binnen het jaar dat volgt op de indiensttreding als vormingswerker;

2° de technische bevoegdheden i.v.m. het voorwerp van de vormingsactiviteit, hetzij door het bezit van een titel of getuigschrift erkend door de bevoegde overheden in deze materies, hetzij door een afdoende ervaring van minstens drie jaar;

3° een geactualiseerde kennis van de onderwerpen i.v.m. het voorwerp van de vorming of in het tegenovergestelde geval een vorming volgen binnen het jaar dat volgt op het begin van de vormingsactiviteit en voorzien dat de opdracht wordt verzekerd via onderaanneming.

De afdoende ervaring wordt aangetoond met elk rechtsmiddel en overeenkomstig de documenten aangevraagd in de oproep tot projecten.

Art. 7. § 1. Wanneer de oproep tot projecten wordt gedaan overeenkomstig artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016, worden de dossiers ingediend binnen de termijn voorzien in de oproep tot projecten.

De administratie maakt de rangschikking van de geselecteerde projecten aan de Minister over uiterlijk binnen twee maanden na afsluiting van de projectenoproep.

§ 2. Wanneer het project wordt medegefinancierd op basis van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling :

1° wordt het dossier ingediend d.m.v. een elektronisch formulier via de databank ELFPO;

2° wordt het bericht van ontvangst elektronisch en automatisch gegenereerd zodra het dossier wordt ingediend;

3° moet het dossier volledig zijn en vergezeld gaan van het attest tot validatie op straffe van nietigheid.

§ 3. Wanneer de financiering van het project volledig ten laste is van de begroting van het Waalse Gewest :

1° worden de dossiers ingediend in het kader van een oproep tot projecten naar de administratie gestuurd door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, en bevatten ze het geheel van de documenten die toelaten om de naleving van de voorwaarden voor het in aanmerking komen te controleren.

2° indien het dossier onvolledig is, richt de administratie bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek een bericht aan de aanvrager waarin hij verzocht wordt zijn dossier binnen de vijftien dagen na ontvangst van dat bericht te vervolledigen.

Wat punt 1° betreft, maken zij het voorwerp uit van een bericht van ontvangst binnen tien werkdagen na de indiening ervan. Het bericht van ontvangst vermeldt :

a) de ontvangstdatum van de aanvraag;

b) de al dan niet ontvankelijkheid van de aanvraag;

c) de termijn waarin de beslissing genomen wordt.

Wat punt 2° betreft, kan de termijn van vijftien dagen worden verlengd op gemotiveerd verzoek van de aanvrager. Na het verstrijken van de termijn en als het dossier niet volledig is, wordt het dossier onontvankelijk verklaard door de administratie die de aanvrager daarvan op de hoogte brengt.

§ 4. Wanneer het dossier bijkomende toelichtingen vereist t.o.v. de selectiecriteria van de projectenoproep, neemt de administratie, in voorkomend geval, contact op met het vormingscentrum binnen een termijn van vijftien dagen.

Art. 8. Bij de indiening van een dossier, in het kader van de verificatie van de voorwaarden voor het in aanmerking komen, wordt aan het betaalorgaan of zijn afgevaardigde voor de medegefinancierde projecten, aan de administratie voor de niet medegefinancierde projecten, de volgende informatie overgemaakt :

1° de identificatie van het vormingscentrum;

2° de omschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen van het vormingscentrum, met inbegrip van :

a) een omschrijving van de technische en logistieke middelen alsook van de didactische uitrusting voor de organisatie van de activiteiten van het vormingscentrum;

b) de lijst van het personeel, in termen van begeleiding en coördinatie van de activiteiten;

c) een vooruitlopende begroting van de voorgestelde activiteiten;

3° de omschrijving van de geplande vormingsactiviteiten, met inbegrip van :

a) het gebied van geografische dekking;

b) het programma van de vormingsactiviteiten;

c) de opvolgings- en resultaatsindicatoren.

De volgende informatie die toelaat om de voorwaarden betreffende de aanwerving van de vormingswerker te verifiëren, wordt gevoegd bij de informatie bedoeld in het eerste lid :

1° de titel, het getuigschrift of vereist diploma bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° tot 3°, in voorkomend geval, het bewijs van een beroepservaring, of een verklaring op erewoord waarin hij de verbintenis aangaat om een vorming te volgen in het vereiste domein, met inbegrip van het opschrift van de vorming;

2° een verklaring op erewoord die betrekking heeft ofwel op de geactualiseerde kennis van de onderwerpen i.v.m. het voorwerp van de vormingsactiviteit of op de verbintenis om vormingen te volgen, met inbegrip van het opschrift van de vormingen.

HOOFDSTUK IV. — *De betaling van de subsidies*

Art. 9. Binnen de twee maanden die volgen op het einde van elk semester, maakt het vormingscentrum aan de administratie een schuldvorderingsverklaring over door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, waarbij deze verklaring betrekking heeft op het geheel van de vormingsactiviteiten die tijdens het betrokken semester werden georganiseerd. Het vormingscentrum stuurt zijn schuldvorderingsverklaring naar de administratie in dubbel originele exemplaren, met de bijhorende bewijsstukken.

De subsidies toegekend aan de vormingscentra zijn verworven na ontvangst van de bewijsstukken overgemaakt door het centrum en gevalideerd door de administratie t.o.v. de in aanmerking komende uitgaven. Wanneer het dossier onvolledig is of om hem toe te laten om zijn opdrachten goed te vervullen, kan de administratie van het vormingscentrum elk document of bewijsstuk opeisen die zij nodig acht binnen een termijn van drie maanden.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 10. Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 1, 3 tot 10, 12, 13 en 21 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 11. Voor het kalenderjaar 2017 maakt de Administratie de rangschikking van de geselecteerde projecten aan de Minister over volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 7 binnen een termijn van één maand na het afsluiten van de oproep tot projecten.

Namen, 21 juli 2016.

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204262]

22 JUILLET 2016. — Arrêté ministériel prolongeant le régime d'aide régionale aux éleveurs pour la transformation ou la commercialisation de produits issus de leur exploitation et aux producteurs laitiers pour la transformation et la commercialisation de produits laitiers

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;

Vu le règlement n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.241, D.242, D.243, D.245 à D.247;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2009, les articles 76ter et 76quater;

Vu l'arrêté ministériel du 11 novembre 2009 relatif aux aides régionales aux producteurs laitiers pour la transformation et la commercialisation de produits laitiers, modifié par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2011, par l'arrêté ministériel du 16 janvier 2014 et par l'arrêté ministériel du 27 août 2015;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2011 instaurant une aide régionale aux éleveurs pour la transformation ou la commercialisation de produits issus de leur exploitation modifié par l'arrêté ministériel du 16 janvier 2014 et par l'arrêté ministériel du 27 août 2015;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 29 juin 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 juillet 2016;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, particulièrement l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de prolonger le régime d'aide de minimis au profit des éleveurs pour la transformation ou la commercialisation des produits issus de leur élevage, au profit des sociétés coopératives de transformation ou de commercialisation pour le développement de projets de valorisation de produits issus de l'élevage et au profit des producteurs laitiers pour la transformation ou la commercialisation des produits laitiers issus de leur exploitation;

Considérant que ces aides visent à augmenter la rentabilité de leur production,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 11 novembre 2009 relatif aux aides régionales aux producteurs laitiers pour la transformation et la commercialisation de produits laitiers, le montant de 1.000 euros est remplacé par 2.000 euros.

Art. 2. A l'article 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté ministériel, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2011, par l'arrêté ministériel du 16 janvier 2014 et par l'arrêté ministériel du 27 août 2015, les termes "31 décembre 2015" sont remplacés par les termes "31 décembre 2017".

Art. 3. A l'article 7, alinéa 3, du même arrêté ministériel, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2011, par l'arrêté ministériel du 16 janvier 2014 et par l'arrêté ministériel du 27 août 2015, les termes "30 juin 2016" sont remplacés par les termes "31 décembre 2017".

Art. 4. A l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté ministériel, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2011, par l'arrêté ministériel du 16 janvier 2014 et par l'arrêté ministériel du 27 août 2015, les termes "31 décembre 2015" sont remplacés par les termes "31 décembre 2017".

Art. 5. A l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2011 instaurant une aide régionale aux éleveurs pour la transformation ou la commercialisation de produits issus de leur exploitation; le montant de 1.000 euros est remplacé par 2.000 euros.

Art. 6. L'article 3, 3^o, du même arrêté, est remplacé par :

« 3^o ne pas avoir déjà bénéficié de l'aide octroyée sur base de cet arrêté après le 31 décembre 2012. »

Art. 7. A l'article 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 16 janvier 2014 et par l'arrêté ministériel du 27 août 2015; les termes "31 décembre 2015" sont remplacés par les termes "31 décembre 2017".

Art. 8. A l'article 7, alinéa 3, du même arrêté ministériel tel que modifié par l'arrêté ministériel du 16 janvier 2014 et par l'arrêté ministériel du 27 août 2015, les termes "31 décembre 2016" sont remplacés par les termes "31 décembre 2017".

Art. 9. A l'article 8, paragraphe 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 16 janvier 2014 et par l'arrêté ministériel du 27 août 2015, les termes "31 décembre 2015" sont remplacés par les termes "31 décembre 2017".